

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 02 Septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALORIE FLUOR

15 rue Henri Buisson
BP 405
34500 Béziers

Code AIOT : 0005503785
UD35/2025-340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement CALORIE FLUOR implanté ZA de la Touchemorin 35420 La Bazouge-du-Désert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALORIE FLUOR
- ZA de la Touchemorin 35420 La Bazouge-du-Désert
- Code AIOT : 0005503785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Calorie Fluor est spécialisé dans la régénération de fluides frigorigènes utilisés au sein des sites industriels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 8.5.5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 8.4.1	Sans objet
2	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 8.5.4	Sans objet
4	Réserve d'eau nécessaire à la DECI	Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 8.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection, réalisée dans le cadre d'une réunion dédiée à l'instruction du projet d'augmentation de capacité et de la nouvelle colonne de distillation a permis de vérifier la mise en œuvre des demandes issues des inspections précédentes et de répondre aux besoins des services du SDIS en terme d'intervention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Vanne Obturation bassin rétention
Prescription contrôlée : Toutes les mesures permettant de prévenir les pollutions accidentelles doivent être prises. La rétention des eaux d'extinction doit être isolée du milieu récepteur par une vanne d'obturation.
Constats : Sur place, la vanne est en place et opérationnelle, un test a permis de s'en assurer. Une consigne sur la manipulation a été ajoutée afin de permettre un gain de temps en situation d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Identification zonage ATEX
Prescription contrôlée : Les conditions d'exploitation doivent être précises au niveau des postes de travail concernés.
Constats : Le zonage ATEX est clairement défini au niveau de l'atelier de régénération et des postes de transfert, l'affichage est clairement positionné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 8.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du plan
Prescription contrôlée : A partir des éléments figurant dans l'étude de danger, l'exploitant établit un Plan d'Opération Interne commun avec la société voisine AEROCHEM et le met en œuvre dès que nécessaire.
Constats : Le plan d'opération interne est établi et testé, toutefois seule une sirène permet d'alerter les salariés du site voisin sans vérification des actions mises en œuvre de leur côté ce qui ne correspond pas à l'intégration attendue. L'objectif étant de considérer les salariés des deux sites comme si ces derniers n'en formaient qu'un seul et de garantir une efficacité tant dans l'évacuation de la totalité des équipes que dans la réalisation des actions de sécurité. Toutefois ces éléments vont être corrigés dans le cadre de l'augmentation de capacité prévue, les actions relatives à la sécurité seront revues pour être en adéquation avec la quantité de gaz inflammable qui sera stockée sur site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Réserve d'eau nécessaire à la DECI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eau nécessaire à la DECI
Prescription contrôlée : Un point d'eau aménagé conformément aux fiches techniques élaborées par le SDIS, d'une capacité minimale de 240 m ³ utilisable en permanence, placé à moins de 200 m des bâtiments à défendre en utilisant les voies praticables.
Constats : La réserve incendie est en place, toutefois, elle est jugée insuffisante par le SDIS qui considère que certains scénarios ne permettent pas sa mise en œuvre et ainsi que les besoins en eau ne sont pas couverts. L'ajout d'une réserve de 120 m ³ à l'entrée du site avec les raccords d'aspiration idoines est donc prévue pour y pallier. Ce point sera ajouté au projet d'arrêté préfectoral découlant de l'instruction de la demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite